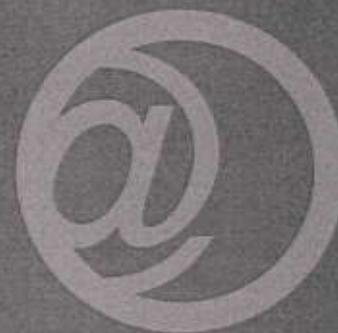


LA PENSEE ET LES HOMMES

**AVOIR VINGT ANS
EN L'AN 2000,
POUR QUOI FAIRE ?**



2000

EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

Jeunes sans emploi : profession chômeur

Jocelyne ROBERT

Maître-assistant à l'unité de théorie sociologique
de l'Université libre de Bruxelles et
chargée de cours aux Hautes études commerciales de Liège

1. Parler du chômage

Tout semble avoir été dit sur le chômage et plus particulièrement sur le chômage des jeunes. On n'insistera jamais suffisamment sur l'isolement de celui ou de celle qui se trouve sans emploi. Désocialisé, révolté, contre l'autorité, la société et bien souvent le politique ou l'étranger, le jeune sans emploi éprouve un sentiment d'inutilité et de découragement croissant.

Parler du chômage revient à stigmatiser celui ou celle dont on parle. Certains des chômeurs rencontrés éprouvent le sentiment d'être montrés du doigt, jugés comme s'ils étaient atteints de déviance ou victimes d'une maladie contagieuse.

Parler du chômage des jeunes, c'est évoquer également les contradictions, les discours qui ne correspondent pas toujours aux réalités quotidiennes, c'est souligner les réglemmentations aux effets parfois pervers.

L'évolution des programmes de mise au travail, des aides accordées et des statuts aux multiples facettes est telle aujourd'hui que l'importance du chômage se trouve cachée, « camouflée », travestie dans ce que j'appellerai les interstices du marché du travail, dans les zones d'ombres qui se cachent entre l'absence d'emploi et l'insertion professionnelle. On parlera davantage des programmes de mise au travail que du chômage : une manière de se donner bonne conscience, de rechercher l'indulgence du plus grand nombre. A moins qu'il ne s'agisse de donner une leçon de morale et de prouver que celui ou celle qui le souhaite vraiment peut, s'il le veut, trouver un emploi. Mais, si l'on parle d'insertion, on parle pourtant bien peu de création d'emploi ou d'innovation...

Les discours se sont modifiés : après avoir évoqué la détresse du chômage, on s'est davantage attaché aux formes de réinsertion

professionnelle pour voir aujourd'hui se développer une analyse du marché du travail classique remis en question et sujet à de nouvelles définitions.

2. Être jeune

Être jeune se réfère à des réalités différentes. Quel est le sens sociologique d'une catégorie aussi hétérogène ? Nous ne reprendrons ici que quelques éléments qui nous semblent importants pour comprendre la période d'absence d'emploi et ses conséquences pour les jeunes, mais aussi pour l'ensemble de la société. Parmi ceux-ci, la manière dont les jeunes, et plus spécifiquement les jeunes chômeurs, sont considérés dans notre société n'est pas indifférente.

Certaines réglementations, particulièrement celles qui touchent au chômage et à l'indemnisation, déterminent arbitrairement la catégorie et les critères de reconnaissance des droits auxquels les jeunes sont susceptibles de prétendre : « jeunes » de moins de vingt-cinq ans, avec ou sans expérience professionnelle, qualifiés ou non, habitant chez leurs parents, isolés, cohabitants, etc. Pourtant, malgré ces classifications, la notion « jeune » reste bien floue, comme inaccessible à un regard extérieur. À force de trop vouloir définir, le risque est grand de passer à côté de la réalité des choses, de passer à côté de celui ou de celle dont on parle.

Les jeunes représentent, à certains égards, une catégorie mythique, cible privilégiée des annonceurs publicitaires, des banquiers, des réalisateurs d'émissions télévisées. Des concours de beauté permettent, aux États-Unis, à d'heureux parents de « *barbies* » de quatre ou cinq ans de gagner un million de francs. À quinze ans, muni de sa carte J, on peut tout acheter ; surfant sur internet, on peut communiquer dans le monde entier.

Par ailleurs, les jeunes sont aussi perçus parfois comme des individus en quête de sens. Parfois malléables mais aussi extrémistes, tantôt soumis, tantôt révoltés, consommateurs de drogues porteurs de grands idéaux, en proie à l'exclusion mais aussi attentifs aux produits de consommation de marque qui leur permettront de s'intégrer dans la société, ils constituent un ensemble hétérogène, objet de toutes les attentions tout en étant présentés parfois comme victimes d'incompréhension. Cet ensemble contradictoire évolue parfois à la limite entre le permis et ce qui ne l'est pas, entre la norme et la déviance...

On peut souligner l'importance sans cesse croissante accordée aux jeunes – et au chômage des jeunes – dans une société où, proportionnellement moins nombreux, ils en sont d'autant plus l'objet d'attentions. Peut-être aussi l'inquiétude d'une société incertaine par rapport à son avenir – et notamment au monde du travail de demain – explique-t-elle l'importance accordée aux jeunes.

Les jeunes, tout en dépendants de la situation des ressources financières et de la situation d'insertion professionnelle, sont aussi ceux qui sont les plus susceptibles de crises éventuelles. S'il y a une crise, celle de ceux qui, quoi qu'il en soit, ont le cynisme, la stabilité et l'erreur.

Les moins qualifiés, les moins diplômés, les moins expérimentés, les moins issus des filières les plus prestigieuses, les plus obligés, d'un futur d'incertitude, les signes de la réussite.

3. Chômage et insertion

Le temps de l'insertion professionnelle diffère cependant du temps de l'apprentissage de nouvelles compétences professionnelles, les « réorientations scolaires » et la survie.

La période d'insertion professionnelle et à la reconnaissance de l'identité, car les possibilités d'insertion sociale deviennent de plus en plus difficiles, tentent de trouver deux exemples que l'on connaît les conséquences pour la société.

Se pose la question de prévoir pour chacun un stage d'attente. Cette période d'attente, cette période d'abandonner leurs études, parleront d'un avenir incertain, ils se disent vicieux, plus susceptible d'être attribuée au demandeur.

une analyse du marché
ouvelles définitions.

est le sens sociologique
trons ici que quelques
re la période d'absence
ssi pour l'ensemble de
et plus spécifiquement
n'est pas indifférente.
lles qui touchent au
nent la catégorie et les
es sont susceptibles de
ec ou sans expérience
leurs parents, isolés,
notion « jeune » reste
à force de trop vouloir
des choses, de passer à

gorie mythique, cible
iers, des réalisateurs
tent, aux États-Unis, à
de gagner un million
it acheter ; surfant sur

me des individus en
, tantôt soumis, tantôt
ds idéaux, en proie à
nation de marque qui
stituent un ensemble
nt présentés parfois
ontradictoire évolue
, entre la norme et la

accordée aux jeunes –
tionnellement moins
ons. Peut-être aussi
venir – et notamment
ortance accordée aux

Les jeunes, tout en étant de plus en plus autonomes, restent cependant dépendants de la situation familiale et ce d'autant plus qu'ils se trouvent sans ressources financières à la suite de la prolongation des études, de la période d'insertion professionnelle, de périodes d'absence d'emploi ou de moments de crise éventuels. S'il y a une jeunesse dorée, il y a aussi celle des paumés, celle de ceux qui, quoi qu'ils entreprennent, rencontrent amertume et échec. Et puis, il y a ceux, les plus nombreux sans doute, qui entre bonheur et cynisme, stabilité et errance, par essais et erreurs, espèrent et doutent.

Les moins qualifiés relatent leur expérience scolaire comme jalonnée d'échecs, de réorientations, d'accidents relationnels, comme un chemin sans issues. Pour les plus qualifiés, ayant parcouru sans beaucoup d'embûches les filières les plus prestigieuses, les études présentent les prémices, parfois obligées, d'un futur d'autant moins aléatoire que tout, autour d'eux, affiche les signes de la réussite.

3. Chômage et insertion

Le temps de l'insertion professionnelle, celui du passage au chômage diffère cependant du monde scolaire. C'est le temps des incertitudes. Il s'agit d'apprendre de nouvelles règles. Dans ce monde de l'insertion professionnelle, les « réorientations » n'ont pas le même sens que les réorientations scolaires. L'enjeu concerne à plus ou moins long terme la survie.

La période d'insertion professionnelle suscite des questions liées à l'identité et à la reconnaissance de soi. Quand ces questions ne se posent plus, car les possibilités d'insertion semblent trop faibles et que, faute de moyens, l'insertion sociale devient elle aussi difficile, la recherche d'identité et de valorisation tente de trouver d'autres voies. La violence ou la drogue en sont deux exemples que l'on peut décliner sous des formes multiples et dont on connaît les conséquences incalculables tant elles sont immenses pour une société.

Se pose la question de la responsabilité d'une société qui se doit de prévoir pour chacun un minimum de revenus, mais aussi et peut-être surtout une reconnaissance. Les plus qualifiés eux-mêmes se voient confrontés à l'exclusion que constituent pour eux l'absence d'emploi et l'obligation du stage d'attente. Cette situation conforte les moins qualifiés dans leur décision d'abandonner leurs études. Les moins qualifiés, ou plus exactement les plus déçus, parleront d'un vaste mensonge généralisé, d'une tromperie dont sans le vouloir ils se disent victimes et accusés. Ce sentiment d'injustice est d'autant plus susceptible d'apparaître que la responsabilité de l'absence d'emploi est attribuée au demandeur d'emploi.

Les études menées en France à propos de l'exclusion sociale ou de ce que Paugam appelle la « disqualification sociale » ont souligné l'importance du rôle des éducateurs sociaux dans la définition, le jugement des comportements des familles. À ce propos, est évoquée l'importance, pour le bénéficiaire de l'aide sociale, de mettre en évidence sa volonté d'insertion. De même, dans notre pays, le suivi d'une formation professionnelle destinée aux chômeurs sera davantage facilité pour celui ou celle qui fait preuve d'un souhait et de premiers contacts en vue d'une insertion professionnelle. Il s'agit de mettre en évidence une logique en terme de « rationalité économique » ou d'« intentionnalité », ce qui est loin d'être le cas de tous. Celui qui a la possibilité de prendre des contacts avec les employeurs, de décrocher un stage accessible après la formation, trouvera dans la formation un moyen de réaliser son projet. Celui ou celle qui fait preuve davantage de « passivité », d'absence de but en terme d'insertion professionnelle, sera plutôt admis en stage d'initiation avant d'accéder à une formation qualifiante ouvrant les portes d'un éventuel emploi.

Par ailleurs, ces situations, où domine le sentiment d'injustice, se caractérisent par l'absence de normes et de références précises qu'explique en partie la complexité des règles à respecter. Les écarts entre la règle et les pratiques amènent les individus à élaborer leurs propres codes de déontologie, à prévoir des exceptions, des situations « pas très réglementaires », plus ou moins admises de manière plus ou moins générale. Nous sommes bien ici dans le cadre d'une « rationalité morale » opposée à une « rationalité objective ». « (...) la rationalité morale tend d'emblée à être rapportée à une sphère englobante rassemblant légitimité et illégitimité, moralité et immoralité, alors que la rationalité logique ou empirique tend, par sa référence au monde ou au monde objectif, à séparer radicalement en nature vérité et erreur, renvoyant en quelque sorte cette dernière du côté du non-être »¹.

Cette référence au monde objectif renvoie aux réglementations et aux discours des institutions. Intégrée parfois par les plus qualifiés, cette rationalité logique reste le plus souvent étrangère à la plupart de ceux ou de celles qui, privés d'emploi depuis de longs mois, perdent leurs normes de référence. L'individualisation des modes d'interprétation et de décodage des situations rencontrées, les difficultés de communication et de mises en place de réels débats ne peuvent qu'exister. Dès lors, le danger n'est pas négligeable d'assister à une incompréhension et à un rejet mutuel.

4. Absence d'emploi et rapport au temps

Les différences que présentent les jeunes chômeurs à propos de la représentation du temps, permettent de comprendre et contribuent à expliquer

les disparités rencontrées lors d'une formation.

Lors d'une étude sur le temps (et notamment sur la compréhension du temps),

Le temps de la journée du monde du travail, mais remis en cause en période d'un éventuel emploi apparaît. Plus il y a de disparités sociales, plus il y a de périodes d'absence dévalorisante (le point parfois la seule obligation).

Si, aux yeux de ceux-ci, l'existence de ceux-ci projeter dans l'avenir vivent davantage la situation à des événements plus dévalorisants qu'ils ont.

Plus la période d'absence se modifie, plus le sentiment de l'absence d'emploi se réveille. L'insertion professionnelle est subie. L'absence de tâches domestiques, à se lever et à se coucher, sont eux-mêmes sans espoir de plus en plus.

Sans doute les conditions familiales, selon l'emploi procurent les activités s'accompagne d'activités s'amenuisent, que l'absence de possibilité de retrouver une nouvelle situation et à sens à ce qu'il vit.

Période subie d'absence d'emploi échapper à un emploi est toujours liée à des conditions de travail.

les disparités rencontrées dans la recherche d'emploi et la signification du suivi d'une formation professionnelle.

Lors d'une étude précédente, nous avons souligné combien la perception du temps (et notamment la capacité de faire des projets) se révélait essentielle dans la compréhension de la situation des jeunes chômeurs.

Le temps de la journée de plus en plus abstrait, calculé, rentabilisé dans le monde du travail, mais aussi rythmé et précis dans le monde scolaire, se voit remis en cause en période de chômage. Plus le temps passe, plus la perception d'un éventuel emploi s'éloigne, plus la *nécessité de trouver d'autres repères* apparaît. Plus il y a dépendance par rapport au rythme du travail ou à la vie sociale, plus il y a rupture sociale, du moins à moyen et à long terme, en période d'absence d'emploi. La moindre activité régulière, même dévalorisante (le pointage quotidien quand il existait par exemple), représente parfois la seule obligation autour de laquelle se construit la journée.

Si, aux yeux de certains, la période de travail est associée aux projets et si l'existence de ceux-ci implique l'acquisition de moyens et la capacité de se projeter dans l'avenir, on doit bien constater que d'autres jeunes chômeurs vivent davantage la situation présente – ou orientent leur action – en référence à des événements passés comme le refus d'emplois peu qualifiés ou dévalorisants qu'ils ont connu précédemment.

Plus la période d'absence d'emploi se prolonge, plus le rapport au temps se modifie, plus le présent acquiert de l'importance. Le malaise face à l'absence d'emploi se révèle être d'autant plus aigu que la possibilité d'une réelle insertion professionnelle semble échapper à toute volonté et que la situation est subie. L'absence d'emploi conduit à « décaler » l'horaire de la journée – à se lever et à aller dormir plus tard –, à s'occuper en aidant aux tâches domestiques, à retrouver les copains le soir ou pendant la journée s'ils sont eux-mêmes sans emploi, à envoyer des lettres de candidature en désespérant de plus en plus de recevoir une réponse.

Sans doute les situations diffèrent-elles selon les responsabilités familiales, selon l'entourage, selon le sentiment de reconnaissance que procurent les activités réalisées, etc. La situation d'absence d'emploi s'accompagne d'autant plus de difficultés que les moyens financiers s'amenuisent, que l'individu se sent « diminué » et isolé socialement. Sans possibilité de retrouver du travail, il n'arrive pas toujours à accepter la nouvelle situation et à reconstruire des repères qui lui permettent de donner du sens à ce qu'il vit.

Période subie d'absence de travail rémunéré, période parfois voulue pour échapper à un emploi qu'on ne souhaite plus occuper, la *période de chômage est toujours liée à une désillusion*. Elle manifeste la révolte face aux conditions de travail inacceptables, elle signifie l'absence de moyens

ne manière ou d'une
liminue la possibilité
trouve au rayon des
née où la plus petite
nnui et la résignation
iments d'injustice et
plus complexes les
erche d'un emploi.

(chômeurs complets
eurs à temps partiel
emandeurs d'emploi
s occupés, etc.) crée
inctes.

grammes créent des
n-emploi sont plus
u qualifiés que des
res, les programmes
s, en excluant de ces
ins de deux ans, les
e plus de vingt-cinq
ement pour ceux et
it d'injustice.
ge, les plans de mise
e semblent avoir un

ment d'augmenter :
éficiataires de l'aide
nt d'une première
ation, engagés dans
ation par le travail,
nt de quelques mois
fférentes situations
ou moins grand, du
ci présente encore
t de tous.

rché du travail et
itraires et relatives.
ire, par exemple,
que, aujourd'hui ce

statut devient un mode d'insertion privilégié. Destiné au départ aux travailleurs à la recherche d'un travail flexible et varié et aux entreprises devant assumer des changements de rythmes de production momentanés, le travail intérimaire est devenu un réel mode d'insertion professionnelle répondant aux exigences de flexibilité, au souhait de compétences sans cesse croissant, aux demandes de périodes d'essai, etc. Mais, le travail intérimaire représente un statut auquel ne peuvent accéder les chômeurs et chômeuses « trop peu » qualifiés, car il demande adaptation, polyvalence et spécialisation, motivation, expérience, etc.

Qu'en est-il également de ces *emplois à durée déterminée prolongés* de mois en mois ou de l'arrêt du contrat après la période d'essai, à moins qu'il ne s'agisse d'engager l'un ou l'autre jeune aussi longtemps qu'il permet de percevoir des aides de l'État, qu'en est-il de ces formes cachées de non-emploi, camouflées dans les interstices du marché du travail classique ? C'est, comme si l'ensemble du monde du travail se transformait, cherchant de nouveaux modes de fonctionnement, de nouveaux repères, de nouvelles règles d'organisation, de nouveaux critères de distinction et de classification.

La norme de référence aujourd'hui semble être cette capacité à maintenir un cap entre les écueils d'un marché du travail fluctuant. Trouver un sens dans les dédales de l'insertion et les règles du marché du travail, accepter l'incertitude du lendemain, reconnaître le risque de non-emploi, voilà la situation de la majorité de ceux qui sont insérés dans le monde du travail à temps plein ou à temps partiel, dans des emplois sous-qualifiés ou, à l'inverse, dans des emplois où les exigences de qualification augmentent de jour en jour. Marché du travail où la responsabilité du maintien de l'emploi ou le poids de l'insertion reposent de plus en plus sur les épaules de chacune des personnes concernées. Cette individuation du maintien ou de l'obtention de l'emploi comme norme de référence explique les nouvelles formes de travail que constituent la consultance, le télé-travail, l'emploi à temps partagé entre plusieurs entreprises, le travail intérimaire, l'acquisition accrue des compétences afin d'augmenter l'employabilité, les exigences croissantes en terme de mobilité et de flexibilité, etc. L'insertion aujourd'hui diffère de celle d'hier et c'est par rapport à ces diverses formes d'insertion que le non-emploi se doit d'être analysé.

Les *différents statuts auxquels se réfèrent les tentatives d'insertion* cachent diverses réalités. Il n'y a rien de commun entre le jeune qui, sous le statut de chômeur complet indemnisé, poursuit, après ses études, une formation qui lui permettra d'accroître ses chances de trouver un emploi, celui ou celle qui, peu qualifié, après plusieurs années de chômage, à la limite de l'exclusion, entame une formation dans une entreprise de formation par le travail ou encore celui ou celle qui tente de retrouver ses droits, de quitter le

statut de minimexé pour accéder à celui de chômeur indemnisé et ce grâce aux quelques mois de travail au CPAS, sans parler de celui ou de celle qui, sans domicile, se bat, lui aussi, « entre résignation et provocation », pour obtenir un logement.

6. Vivre le non-emploi

Des interviews réalisées auprès de ceux et de celles qui n'ont pas d'emploi, nous souhaitons reprendre un certain nombre d'éléments susceptibles de permettre une meilleure *compréhension des différentes situations rencontrées*.

La période de non-emploi est toujours, d'une manière ou d'une autre, interprétée par celui qui la vit, en fonction du travail exercé précédemment ou souhaité. La période de chômage est souvent une période de désillusion par rapport à un travail vécu comme stressant, démotivant, dangereux, sans gratification suffisante, à moins qu'il ne s'agisse de rappeler les circonstances d'un licenciement ou la déception associée aux multiples lettres de candidature restées sans réponse.

L'absence d'emploi à laquelle les jeunes sont confrontés représente une situation d'autant plus dramatique pour les *jeunes sans expérience professionnelle qu'il s'agit là de leur premier contact* avec le monde du travail dont ils semblent déjà exclus avant d'y avoir été insérés.

Le non-emploi implique, avec plus ou moins d'intensité, *l'absence ou la modification des projets*, qu'il s'agisse de projets familiaux, d'investissements financiers, etc.

La période de non-emploi est associée à une série d'activités qui, aux yeux de l'individu, sont intéressantes « sans plus », pas « vraiment utiles », « occupationnelles », le non-emploi est, plus le temps passe, une période de déprime, d'absence de goûts, d'absence d'activités, de problèmes de santé, de difficultés relationnelles, etc.

Le non-emploi se trouve parfois associé à une existence « hors du temps » où les contraintes horaires n'existent plus, où la gestion du budget est réduite à sa plus simple expression (surtout chez les jeunes remettant leurs allocations aux parents et n'ayant pas de charges financières).

Le non-emploi s'accompagne de *désocialisation*. Sortir de chez soi représente un effort insurmontable. La moindre démarche administrative est un événement. Parler à n'importe qui devient l'obsession de la journée tant l'isolement est pesant.

Le non-emploi, c'est *l'isolement* ou le repli sur les amis et les connaissances partageant la même situation, c'est le sentiment de constituer des « ghettos » isolés par le rythme des activités et le contenu de celles-ci.

Le non-emploi, c'est se lève tard, on fait la parce qu'on est trop is on va dormir tard, ...

Le non-emploi, c'est de ne pas bénéficier d'acquérir des biens adhésion aux valeurs d

Le non-emploi, c'est travail au noir, désœuv

Vivre le non-empl d'activités. Toute orq dysfonctionnements : i de planifier des activit

Vivre le non-emp sentiment d'une évent de statut.

Vivre le non-en (indépendamment d'un

Vivre le non-empl

Vivre le non-empl sentiment d'être « étic emploi tout en ayant le une situation dont on r

Vivre le non-empl société désorganisée o où les possibilités d' recherchée, décodée, p

Des différences q selon la durée de responsabilités dans l femmes), selon le sui attentes par rapport à l

7. Programmes de r

Les programmes d contradictions.

Une première co opposer les intentions ceux susceptibles d'er engager du personne

Le non-emploi, c'est un rythme de vie décalé où le sommeil domine : on se lève tard, on fait la sieste faute de pouvoir se payer d'autres activités ou parce qu'on est trop isolé pour pouvoir partager ces moments avec d'autres, on va dormir tard, ...

Le non-emploi, c'est le sentiment, même si on réalise un travail bénévole, de ne pas bénéficier de signes de reconnaissance valorisés (possibilité d'acquérir des biens de consommation, comportements manifestant son adhésion aux valeurs dominantes de la société, etc.).

Le non-emploi, c'est le bricolage où se retrouvent associés occupations, travail au noir, désœuvrement, etc.

Vivre le non-emploi, c'est ne plus savoir prévoir et organiser la réalisation d'activités. Toute organisation du temps est mise en cause avec ses dysfonctionnements : impossibilité de fixer des rendez-vous, de les respecter, de planifier des activités dans le temps, etc.

Vivre le non-emploi, c'est vivre le jugement des autres et avoir le sentiment d'une éventuelle incapacité à prouver ses mérites afin de changer de statut.

Vivre le non-emploi, c'est revendiquer le droit à l'existence (indépendamment d'un travail rémunéré) faute d'accéder à un emploi.

Vivre le non-emploi, c'est avoir le sentiment de survivre et non de vivre.

Vivre le non-emploi, c'est vivre une situation contradictoire : avoir le sentiment d'être « étiqueté », « accusé » d'être « incapable » de trouver un emploi tout en ayant le sentiment d'être la victime et l'objet d'injustice face à une situation dont on ne maîtrise pas les règles.

Vivre le non-emploi, c'est aussi avoir le sentiment d'être l'alibi d'une société désorganisée où les démarches à réaliser ne sont pas communiquées, où les possibilités d'emploi vous échappent, où l'information doit être recherchée, décodée, par ses propres moyens.

Des différences quant à la manière de vivre cette période apparaissent selon la durée de non-emploi, selon l'entourage familial, selon les responsabilités dans l'organisation familiale (différences entre hommes et femmes), selon le suivi ou non d'une formation professionnelle, selon les attentes par rapport à l'occupation d'un emploi, etc.

7. Programmes de résorption du chômage et contradictions

Les programmes de résorption du chômage s'accompagnent eux aussi de contradictions.

Une première contradiction est celle qui semble, à certains égards, opposer les intentions affichées des aides d'embauche et les perceptions de ceux susceptibles d'en bénéficier : s'il s'agit d'encourager les employeurs à engager du personnel, il ne semble pas évident de savoir si ces aides

augmentent le nombre de personnes engagées ou substitue plutôt certains travailleurs à d'autres. Celui ou celle qui perd son travail, car il ne permet plus à l'entreprise de percevoir l'aide perçue initialement, doute de la valeur de ces aides.

Les programmes de résorption du chômage sont assortis d'une série de critères perçus comme autant de critères d'exclusion définissant l'accès ou l'exclusion de ces programmes.

Celui ou celle qui accède au programme de résorption y accède parce qu'il est chômeur ou chômeuse de longue durée et non pour ses compétences réelles ce qui n'est pas perçu comme très valorisant.

Le fait d'avoir accepté des emplois à durée déterminée contribue à exclure la personne de la possibilité d'accéder aux programmes destinés aux chômeurs de longue durée, programmes dont souhaitent bénéficier les entreprises.

Le fait d'occuper un emploi à temps partiel dès l'obtention de son diplôme (de ne pas réaliser un stage d'attente) et de poursuivre ses études en travaillant empêche le jeune de moins de vingt-cinq ans, engagé dans l'enseignement, de percevoir un revenu pendant les vacances scolaires, accroît sa frustration et son sentiment d'injustice.

La formule du travail intérimaire explique qu'une licenciée en chimie travaille depuis bientôt trois ans dans la même entreprise en voyant ses contrats se succéder de mois en mois. Cette situation explique que la personne concernée hésite à engager des frais de logement, n'a pas le sentiment de vivre une réelle insertion sociale.

L'écart entre insertion professionnelle et insertion sociale est susceptible d'augmenter, le travail perd alors aux yeux de l'individu son sens premier.

Les critères d'accès aux programmes de résorption du chômage expliquent que certains demandeurs d'emplois ne cherchent plus d'emplois pendant les premières années, refuseraient des intérimaires ou des contrats temporaires, deviendraient demandeurs d'emplois voire chômeurs professionnels.

La succession de chômeurs de longue durée permettant à l'entreprise de bénéficier d'aides crée des tensions sur le lieu de travail et favorise le sentiment de révolte et l'augmentation des exigences attendues.

Les exigences en terme de respect des critères d'accès aux plans de résorption du chômage deviennent le lot même des plus qualifiés et contribuent à discréditer la poursuite des études.

7. En conclusion

La période de non-emploi contribue à désocialiser les individus. Bien loin de trouver dans cette période un surcroît de liberté, il s'agit plutôt d'y voir la

diminution drastique de la liberté. Pendant un certain temps, la période de liberté. Bien. L'inquiétude domine face aux exigences administratives de la catégorie « jeunes chômeurs ».

Plus de 20 % des jeunes confrontés, dès la fin de l'absence d'emploi. Par la perte de travail à durée indéterminée, l'exclusion, la multiplication des possibilités de travail « sont suscitées par le manque de références explicites, de signaux.

On ne peut que se demander dans une société qui, tout en mettant à disposition de nombreux possibilités de travail et l'exigence de travail – ne devraient pas être un nombre. Le lien entre le travail et le revenu reste primordial et rien ne peut être en terme de reconnaissance rémunéré.

Par rapport au titre de ces questions ne manquent pas de connaissances qu'il, ou elle, pense qu'en effet il est respecté, de statut professionnel administrativement un exemple, ce statut existe qui souhaite y accéder.

C'est d'ailleurs d'une pluralité de situations face à la

L'évolution du marché du travail. On annonce une augmentation de la qualification, mais aussi une diminution de la durée de travail.

Rien ne dit que de la qualification. Dans ce cas, celui ou celle qui sera susceptible d'être

diminution drastique des possibilités de réalisation et de reconnaissance. Pendant un certain temps, la période de chômage peut apparaître comme une période de liberté. Bientôt ceci se révèle une illusion. L'ennui apparaît. L'inquiétude domine face à la situation financière, à l'existence de contrôles, aux exigences administratives, etc. Les situations sont diverses et font de la catégorie « jeunes chômeurs » une réalité aux multiples facettes.

Plus de 20 % des jeunes (les pourcentages varient selon les régions) sont confrontés, dès la fin de leur parcours scolaire, à l'expérience négative de l'absence d'emploi. Par ailleurs, le nombre de plus en plus réduit de contrats de travail à durée indéterminée, l'existence de situations à la marge de l'exclusion, la multiplication des activités où il s'agit de faire « comme si on travaillait » sont susceptibles d'accroître encore les situations anormales dues au manque de références, à l'absence de valeurs partagées, de points de repère explicites, de signes de reconnaissance sociale.

On ne peut que se poser des questions face à la responsabilité d'une société qui, tout en mettant les jeunes au premier plan, ne leur permet pas de s'insérer sur le marché du travail rémunéré. La société ne manque pas de possibilités de travail et d'activités. Cependant, les mutations du marché du travail et l'exigence de qualifications nouvelles qui – demandées à moyen terme – ne devraient pas ignorer l'insertion socioéconomique du plus grand nombre. Le lien entre l'occupation d'un emploi et l'obtention d'un salaire reste primordial et rien n'est encore réellement proposé qui puisse compenser, en terme de reconnaissance économique et sociale, la possibilité d'un travail rémunéré.

Par rapport au titre : « jeunes sans emploi : profession chômeur », les questions ne manquent pas. La durée de chômage de certains et plus encore la connaissance qu'il, ou elle, a de la situation de chômage peuvent laisser penser qu'en effet il s'agirait de parler de profession au sens de règles à respecter, de statut occupé, d'identité reconnue mais, nous l'avons vu, s'il y a administrativement un « statut » de chômeur complet indemnisé, par exemple, ce statut existe davantage aux yeux de celui qui n'en bénéficie pas et qui souhaite y accéder qu'aux yeux de celui qui bénéficie d'un emploi.

C'est d'ailleurs d'une multiplicité de statuts dont il faut parler. Cette pluralité de situations fait éclater une éventuelle identité de « chômeur ».

L'évolution du marché du travail de demain est parsemée d'incertitudes. On annonce une augmentation notable des exigences en matière de qualification, mais aussi une société de loisir ou encore un allongement de la durée de travail.

Rien ne dit que demain des emplois peu qualifiés ne seront pas recréés. Dans ce cas, celui ou celle qui n'aura pas travaillé pendant plusieurs années sera susceptible d'être relégué dans des sous-emplois dévalorisés comme

l'esquissent déjà certains programmes de mise au travail. Faute d'orientations claires quant à la situation du marché du travail, face à des discours contradictoires, les programmes de résorption du chômage ou la formation professionnelle des moins qualifiés apparaissent davantage comme des moyens de gestion d'une main-d'œuvre peu qualifiée, en nombre sans cesse croissant. Le parcours d'insertion relève bien d'un certain professionnalisme fait d'endurance et de compétences multiples. Loin de constituer de réels moyens de diminution du chômage, ou de représenter des tremplins pour des emplois valorisés, les formations et certains programmes de résorption du chômage maintiennent parfois une population aux marges de l'insertion, pour un « on ne sait jamais ». Il importe sans doute d'éviter une trop grande exclusion et d'alourdir encore la charge des centres publics d'aide sociale. Plus que de chômage, il s'agit de parler aujourd'hui de formes d'insertion professionnelle variées, allant des emplois à durée indéterminée à la précarité plus ou moins bien assumée.

Il serait plutôt nécessaire selon nous de favoriser un changement de valeurs, la reconnaissance pleine et entière de la nécessité d'un emploi valorisé pour tous, de privilégier la reconnaissance d'emplois de service ou de nouveaux emplois de proximité, mais aussi et surtout le soutien manifeste à la valorisation d'initiatives de création d'entreprises. On en est parfois bien loin. Le débat porte plutôt sur les critères de reconnaissance et de droit aux moyens d'existence, enjeu vital et minimum – comme si cela devait encore être l'objet de critères d'évaluation. À force de débattre des pourcentages de chômage, on risque bien de ne pas être suffisamment attentif aux diverses formes d'insertion professionnelle qui rendent parfois la période de chômage et celle du travail bien difficiles à vivre.

Notes

¹ J.-L. GENARD, *Sociologie de l'éthique*. Préface de Claude JAVEAU, Paris, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales, 1992, p. 158.

² « L'emploi sous perfusion », *Reflets et perspectives de la vie économique*, numéro spécial, tome xxxiii, février 1994, n° 1-2.

Orientation bibliographique

- CASTEL R., *Les métamorphoses*
DE GAULEJAC V., TABOADA LEONET
1994.
- DUBAR C., *L'autre jeunesse. Je
Mutations/Sociologie*, 19
« L'emploi sous perfusion », *Reflets et perspectives de la vie économique*, n° 1-2, février 1994, n° 1-2.
- GÉNARD J.L., *Sociologie de l'
sociales*, 1992.
- HIRELLI-DUPUY E., *Femmes au
JAVEAU C.*, « Vie quotidienne e
MARUANI M et RAYNAUD E., *So
MARUANI M. (dir.), Les nouvell
MAZEL O., *Les chômages*. Paris
MEDA D., *Le travail, une valeu
NICOLE-DRANCOURT C., *Le laby
NICOLE-DRANCOURT C. et ROULLI
de France*, Coll. Que sais-
PAUGAM S., *La disqualification
France*, Coll. Sociologies
PAUGAM S., *La société français
politiques*, 1993.**
- ROBERT J., « De la raison à l'im
1990-1991, pp. 361-374.
- ROBERT J., *Jeunes chômeurs et
JAVEAU, Paris, L'Harmattan*
- ROSÉ J., *En quête d'emploi. Fo
SCHNAPPER D., *L'épreuve du ch
SCHNAPPER D., *Contre la fin du
SCHUTZ P., *Le chercheur et l'
Klincksieck*, 1987.***
- WACQUANT L.J.D. et CALHOUN
sociales, n° 78, 1989, pp

Orientation bibliographique

- CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
- DE GAULJAC V, TABGADA Leonetti L., *La lutte des places*, Épi. Hommes en perspectives, Coll. Reconnaissances, 1994.
- DUBAR C., *L'autre jeunesse. Jeunes stagiaires sans diplômes*, Lille, Presses universitaires de Lille, Coll. Mutations/Sociologie, 1987.
- « L'emploi sous perfusion », *Reflets et perspectives de la vie économique*, numéro spécial, tome XXXIII, février 1994, n° 1-2.
- GÉNARD J.L., *Sociologie de l'éthique*. Préface de Claude JAVIEAU, Paris, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales, 1992.
- HERBILLY-DUPUY E., *Femmes au chômage*, Épi. Hommes en perspectives, Coll. Interfaces, 1994.
- JAVIEAU C., « Vie quotidienne et méthode », *Recherches sociologiques*, vol. XVI, n° 2, 1985, pp. 281-291.
- MARUANI M et RAYNAUD E., *Sociologie de l'emploi*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 1993.
- MARUANI M. (dir.), *Les nouvelles frontières de l'inégalité*, Paris, La Découverte, 1998.
- MAZEL O., *Les chômeurs*, Paris, Éditions Le Monde, 1993.
- MEDA D., *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion/Champs, 1998.
- NICOLE-DRANCOURT C., *Le labyrinthe de l'insertion*, Paris, La Documentation française, 1992.
- NICOLE-DRANCOURT C. et ROULLIEU-BERGER L., *L'insertion des jeunes en France*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Que sais-je ?, 1995.
- PAUGAM S., *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Sociologies, 1991.
- PAUGAM S., *La société française et ses pauvres*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. Recherches politiques, 1993.
- ROBERT J., « De la raison à l'imaginaire : méthode et recherche de sens », *Revue de l'institut de sociologie*, 1990-1991, pp. 361-374.
- ROBERT J., *Jeunes chômeurs et formation professionnelle. La rationalité mise en échec*. Préface de Claude JAVIEAU, Paris, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales, 1997.
- ROSE J., *En quête d'emploi. Formation, chômage, emploi*, Paris, Economica, 1984.
- SCHNAPPER D., *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1981.
- SCHNAPPER D., *Contre la fin du travail*, Paris, Textuel, 1997.
- SCHWITZ P., *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1987.
- WACQUANT L.J.D. et CALHOUN C.J., « Intérêt, rationalité et culture », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 78, 1989, pp. 41-60.

. Faute d'orientations face à des discours nage ou la formation vantage comme des n nombre sans cesse in professionnalisme e constituer de réels es tremplins pour des nes de résorption du s de l'insertion, pour iter une trop grande blics d'aide sociale. e formes d'insertion rminée à la précarité

· un changement de cessité d'un emploi ois de service ou de outien manifeste à la est parfois bien loin. de droit aux moyens ait encore être l'objet ntages de chômage, ux diverses formes de chômage et celle

Paris, L'Harmattan, Coll.

que, numéro spécial, tome